

## Chapitre 23: FINANCES PUBLIQUES

### SOMMAIRE

I.	LISTE DES TABLEAUX .....	368
II.	PRÉSENTATION.....	369
III.	MÉTHODOLOGIE.....	369
IV.	SOURCES DE DOCUMENTATION.....	369

**I. LISTE DES TABLEAUX**

<b>Tableau 23. 1</b> Ressources budgétaires (en milliards de FCFA) de l'Etat l'exercice 2013 .....	370
<b>Tableau 23. 2:</b> Dépenses budgétaires de l'exercice 2013 (en milliards de fcfa).....	371
<b>Tableau 23. 3:</b> Tableaux des opérations financières de l'Etat de 2009 à 2014 (En milliards de Francs CFA)	371
<b>Tableau 23. 4:</b> Ventilation des recettes budgétaires entre 2013 et 2014 (en millions de FCFA).....	372
<b>Tableau 23. 5:</b> Prévisions des dépenses du budget général de l'Etat en 2014 (en millions de francs cfa) .....	373
<b>Tableau 23. 6:</b> Répartition des crédits ouverts par programme en 2013 (en millions de fcfa) .....	375
<b>Tableau 23. 7:</b> Structure des dépenses de l'Etat entre 2011 et 2014 (en milliards de FCFA) .....	381
<b>Tableau 23. 8:</b> Budget consolidé de l'Etat pour les exercices 2010 à 2012(fcfa).....	381
<b>Tableau 23. 9:</b> Ventilation sectorielle des dépenses sur les exercices 2010 à 2012 (fcfa).....	382
<b>Tableau 23. 10:</b> Indicateurs clés.....	383
<b>Tableau 23. 11:</b> Projections budgétaires (en milliards) pour les exercices 2015 et 2016.....	384

## II. PRÉSENTATION

L'entrée en vigueur du budget programme en 2013 a induit et une nouvelle technique de budgétisation un nouveau mode de prévision des dépenses de l'Etat. A cet effet, les dépenses sont désormais composées des Autorisations d'Engagement (AE) et des Crédits de Paiements. Les Crédits de Paiements correspondent aux ressources budgétaires de l'année tandis que les Autorisations d'Engagement permettent de réaliser les dépenses pour lesquelles les ressources prévisionnelles sont rattachées à plusieurs années. Par ailleurs, le nouveau mode de budgétisation a induit la répartition des dépenses de l'Etat selon les programmes correspondant à l'ensemble des politiques publiques.

Les prévisions des ressources budgétaires pour l'exercice 2014 s'élevaient à 3 312 milliards, dont 2 703 milliards de recettes internes (81,6%) et 609 milliards d'autres recettes (18,4%).

Au 31 décembre 2014, les recettes internes sont estimées à 3 447,7 milliards, en augmentation de 135,7 milliards par rapport à la loi de finances. Elles sont composées de recettes pétrolières et non pétrolières. Les recettes pétrolières sont estimées à 705,7 milliards, dont 546 milliards de redevance SNH et 159,7 milliards d'impôts sur les sociétés pétrolières. Les recettes non pétrolières sont estimées à 2050 milliards. Elles comprennent les impôts et taxes intérieurs, les recettes douanières et les recettes non fiscales.

Les prévisions budgétaires avaient situé les autres recettes à 692 milliards, dont 357 milliards de prêts projets, 55 milliards de dons et 280 milliards d'émission de titres publics. Au 31 août 2014, la réalisation des prêts projets sont de 257,8 milliards et les dons de 22,2 milliards pour les dons.

Les dépenses budgétaires dans la loi de finance pour l'année 2014 s'élevaient à 3 312 milliards dont 2009,2 milliards en dépenses courantes, 1000 milliards en investissements et 302 milliards au service de la dette.

Les dotations budgétaires au titre des dépenses de fonctionnement se chiffrent à 1 476 milliards, dont 835 milliards pour les dépenses de personnel et 641 milliards pour les dépenses de biens et services. Au 31 août 2014, les dépenses de fonctionnement sont 961,3 milliards et les dépenses de personnel se situent à 550,3 milliards, les dépenses de biens et services à 411 milliards et les transferts et pensions à 389,6 milliards.

Au titre des dépenses d'investissement public, la loi de finances 2014 a prévu un montant de 1000 milliards en Crédits de Paiement, dont 291 milliards sur financements extérieurs, 639 milliards sur ressources propres et 70 milliards pour les dépenses de restructuration. Au 31 août 2014, les paiements au titre des dépenses d'investissement public sont de 618 milliards, dont 260,7

milliards sur financements extérieurs et 325,2 milliards sur ressources propres. Les paiements au titre de la dette publique prévu dans la loi des finances s'élèvent à 302,8 milliards, dont 104,4 milliards pour la dette extérieure et 198,4 milliards pour la dette intérieure.

## III. MÉTHODOLOGIE

Les statistiques des finances publiques sont établies selon une chaîne qui part du cadre macroéconomique au cadre budgétaire.

Le cadrage macroéconomique est élaboré par la Direction des Affaires Economiques au Ministère des Finances, en collaboration avec les structures impliquées (MINADER, MINEPIA, MINFOF, MINTOUL, MINTP, MINT, MINEPAT, INS, SNH, etc.).

Les données relatives au budget de l'Etat sont établies par la Direction Générale du Budget (MINFI), en collaboration étroite avec le MINEPAT en ce qui concerne le Budget d'Investissement Public (BIP). Au niveau de la Direction du Budget,

La fixation des prévisions des recettes se fait en conformité avec le cadrage macroéconomique et avec toute autre orientation relative aux Finances Publiques. Les recettes inscrites au Budget de l'Etat sont recouvrées par les différentes Régies des Finances. Les dépenses également prévues par le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) sont réparties par chapitre budgétaire. Pour la ventilation des crédits par programmes, les statistiques sont élaborées en étroite collaboration avec les administrations sectorielles ayant un chapitre dans le Budget de l'Etat. Cette collaboration se traduit par des conférences budgétaires, où le projet de budget de chaque Administration est progressivement configuré. De manière particulière, les statistiques relatives à la solde sont élaborées par la Direction de la Dépense des Personnels de l'Etat et des Pensions.

Pour l'essentiel, ces statistiques figurent dans les différentes lois de finance. La Loi de Finance, adoptée par le Parlement et promulguée par le Chef de l'Etat, comprend les prévisions de recettes par catégorie, et les crédits ouverts par chapitre budgétaire et par programme. Elle comprend aussi des annexes donnant la situation économique, sociale et financière du Cameroun sur une ou plusieurs années.

## IV. SOURCES DE DOCUMENTATION

Les documents ayant servi à élaborer ce chapitre proviennent de la Direction Générale du Budget du MINFI, de la Direction des Affaires Economiques du MINFI, de la Direction de la Dépense des Personnels de l'Etat et des Pensions pour les résultats globaux sur la solde et de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) pour la dette.

## TABLEAUX

**Tableau 23. 1** Ressources budgétaires de l'exercice 2014 (en milliards de Fcfa)

Rubrique	Loi de finance 2014	Réalisations au 31/08/2014	Estimations au 31/12/2014	Taux d'exécution au 31/08/2014 (en %)
<b>A- RECETTES INTERNES</b>	<b>2 703,0</b>	<b>1 856,6</b>	<b>2 755,7</b>	<b>68,7</b>
<b>I-Recettes pétrolières</b>	<b>718,0</b>	<b>400,8</b>	<b>705,7</b>	<b>55,8</b>
1-Redevance SNH	546,0	297,7	546,0	54,5
2- IS pétrole	172,0	103,1	159,7	59,9
<b>II- Recettes non pétrolières</b>	<b>1 985,0</b>	<b>1 455,8</b>	<b>2 050,0</b>	<b>73,3</b>
1- Recettes Fiscales	1 878,0	1 382,2	1 940,0	73,6
a- Recettes des impôts et taxes	<b>1 240,0</b>	<b>947,0</b>	<b>1 299,0</b>	<b>76,4</b>
dont - IRPP	209,0	189,0	212,0	90,4
- TVA	437,8	292,2	442,0	66,7
- IS non pétrole	272,0	239,6	294,0	88,1
- Droits d'accises	100,0	70,7	105,0	70,7
- Droits d'enregistrement et	74,6	49,2	75,0	66,0
- TSP	110,0	82,3	121,0	74,8
b- Recettes douanières	<b>638,0</b>	<b>435,2</b>	<b>641,0</b>	<b>68,2</b>
dont - Droit de douane à	282,7	194,8	284,0	68,9
- TVA import	323,0	217,7	324,0	67,4
- Droits d'accises à l'importation	17,5	8,1	15,0	46,3
- Droits de sortie	8,3	9,8	12,0	118,1
2- Recettes non fiscales	<b>107,0</b>	<b>73,6</b>	<b>110,0</b>	<b>68,8</b>
<b>B- AUTRES RECETTES</b>	<b>609,0</b>	<b>380,0</b>	<b>692,0</b>	<b>62,4</b>
- Prêts projets	274,0	257,8	357,0	94,1
- Dons	55,0	22,2	55,0	40,4
dont C2D	38,0	19,2	38,0	50,5
- Emission de titres publics	280,0	100,0	280,0	35,7
<b>TOTAL RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>3 312,0</b>	<b>2 236,6</b>	<b>3 447,7</b>	<b>67,5</b>

SOURCE : MINFI/DAE, LOI DE FINANCES 2015

**Tableau 23. 2:** Dépenses budgétaires de l'exercice 2014 (en milliards de Fcfa)

Rubrique	Loi de finance 2014	Réalisations au 31/08/2014	Estimations au 31/12/2014	Taux d'exécution au 31/08/2014
<b>I-Dépenses courantes</b>	<b>2 009,2</b>	<b>1 350,9</b>	<b>2 009,2</b>	<b>67,2</b>
Dép. personnel	835,0	550,3	835,0	65,9
Dép. Biens & Services	641,0	411,0	641,0	64,1
dont - C2D	11,0	11,4	11,0	103,6
Transferts et pensions	533,2	389,6	533,2	73,1
<b>II- Dépenses d'investissement</b>	<b>1 000,0</b>	<b>618,0</b>	<b>1 085,0</b>	<b>61,8</b>
Sur financements extérieurs	291,0	260,7	376,0	89,6
Sur ressource propres	639,0	325,2	639,0	50,9
1- Investissement hors	618,0	308,0	618,0	49,8
2- C2D	21,0	17,2	21,0	81,9
Dépenses de restructuration	70,0	32,1	70,0	45,9
<b>III- Service de la dette publique</b>	<b>302,8</b>	<b>211,3</b>	<b>302,8</b>	<b>69,8</b>
Dette extérieure	104,4	85,8	104,4	82,2
Dette intérieure	198,4	125,5	198,4	63,3
dont - amortissement du principal	23,0	22,9	23,0	99,6
- Remboursement crédits TVA	90,0	49,0	90,0	54,4
- Arriérés intérieurs	20,1	9,3	20,0	46,3
- Remboursement Emprunt obligataire				
<b>TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>3 312,0</b>	<b>2 180,2</b>	<b>3 397,0</b>	<b>65,8</b>

SOURCE : MINFI/DAE, LOI DE FINANCES 2015

**Tableau 23. 3:** Tableaux des opérations financières de l'Etat de 2011 à 2015 (en milliards de Fcfa)

Rubriques	2011	2012	2013e	LF 2014	LF 2014 r	LF 2015p
<b>A -Recettes totales (i+ii)</b>	<b>2589,2</b>	<b>2802,4</b>	<b>3152,0</b>	<b>3312,0</b>	<b>3447,7</b>	<b>3746,6</b>
<b>I -Recettes internes</b>	<b>2259,7</b>	<b>2400,9</b>	<b>2625,4</b>	<b>2703,0</b>	<b>2755,7</b>	<b>2963,4</b>
1-Recettes pétrolières	637,9	659,4	699,7	718,0	705,7	751,2
- Redevance SNH	541,2	498,8	530,0	546,0	546,0	549,9
- Impôts/stés pétrolières	96,7	160,6	169,7	172,0	159,7	201,3
2-Recettes non pétrolières	1621,8	1741,5	1925,7	<b>1985,0</b>	<b>2050,0</b>	<b>2212,2</b>
- Impôts et taxes	990,3	1053,2	1231,6	1240,0	1299,0	1403,8
- Recettes douanières	545,3	595,5	597,3	638,0	641,0	692,7
- Recettes non fiscales	86,2	94,0	96,8	107,0	110,0	115,7
<b>II - Autres recettes</b>	<b>329,5</b>	<b>401,5</b>	<b>526,6</b>	<b>609,0</b>	<b>692,0</b>	<b>783,2</b>
- Prêts projets	86,6	177,5	486,5	274,0	357,0	405,0
- Dons	66,4	55,0	40,1	55,0	55,0	58,2
- Emission de titres publics	50,0	0,0	250,0	<b>280,0</b>	<b>280,0</b>	<b>320,0</b>
<b>B - Dépenses totales (i+ii+iii)</b>	<b>2735,3</b>	<b>2802,4</b>	<b>3338,8</b>	<b>3312,0</b>	<b>3397,0</b>	<b>3746,6</b>
<b>I - Dépenses courantes</b>	<b>1721,6</b>	<b>1749,3</b>	<b>1983,4</b>	<b>2009,2</b>	<b>2009,2</b>	<b>2159,9</b>

1- Dépenses de personnel	681,4	706,1	790,1	835,0	835,0	900,0
2- Achats sur biens et services	545,6	567,3	635,4	641,0	641,0	715,6
3- Transferts et subventions	494,6	475,9	605,8	533,2	533,2	544,3
Pensions	137,5	136,7	152,0	155,0	155,0	183,0
<b>II- dépenses en capital</b>	<b>694,9</b>	<b>741,0</b>	<b>1065,8</b>	<b>1000,0</b>	<b>1085,0</b>	<b>1150,0</b>
1- Dépenses sur financement extérieur	163,0	189,1	492,7	291,0	376,0	425,0
2- Dépenses sur ressources internes	496,8	490,4	513,5	639,0	639,0	650,0
3- Dépenses de restructurations	35,1	61,5	59,7	70,0	70,0	75,0
<b>III- Dette publique</b>	<b>318,8</b>	<b>341,4</b>	<b>289,5</b>	<b>302,8</b>	<b>302,8</b>	<b>436,7</b>
1- Dette extérieure	88,6	101,4	107,6	104,4	104,4	109,5
2- Dette intérieure	230,2	240,0	181,9	198,4	198,4	327,2

SOURCE : MINFI/DAE, LOI DE FINANCES 2015, ( e= estimée , p = projection, r= rectifiée)

**Tableau 23. 4:** Ventilation des recettes budgétaires entre 2013 et 2014 (en millions de FCFA)

IMPUTATIONS	LIBELLES	2014	2015	Variations (en %)
	<b>A - RECETTES PROPRES</b>	2 703 000	3 022 483	11,8
	<b>I - RECETTES FISCALES</b>	1 878 030	2 096 530	11,6
721	Impôts sur les revenus des personnes physiques	176 600	211 015	19,5
723	Impôts sur les bénéfices des sociétés non pétrolières	272 000	307 000	12,9
724	Impôts sur les revenus servis aux personnes domiciliées hors Cameroun	52 000	92 500	77,9
728	Impôts sur les mutations et les transactions	38 000	40 400	6,3
730	Taxe sur la valeur ajoutée et le chiffre d'affaires	760 800	820 000	7,8
731	Taxes sur des produits déterminés et droits d'accises	227 500	236 000	3,7
732	Taxes sur des services déterminés	5 000	2 285	-54,3
733	Impôts sur le droit d'exercer une activité professionnelle	7 900	10 150	28,5
734	Impôts sur l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	30	30	0,0
735	Autres impôts et taxes sur les biens et services	7 500	11 920	58,9
736	Droits et taxes à l'importation	285 880	306 650	7,3
737	Droits et taxes à l'exportation et autres impôts sur le commerce extérieur	11 620	21 050	81,2
738	Droit d'enregistrement et de timbre	33 200	37 530	13,0
	<b>II - AUTRES RECETTES</b>	824 970	925 953	12,2
171	Remboursements à l'État de la dette avalisée	0	9 377	
172	Remboursements à l'État de la dette rétrocedée	0	49 706	
710	Droits et frais administratifs	13 453	13 453	0,0
714	Ventes accessoires de biens	79	79	0,0
716	Ventes de prestations de services	16 666	16 666	0,0

IMPUTATIONS	LIBELLES	2014	2015	Variations (en %)
719	Loyers des immeubles et revenus des domaines	3 981	3 981	0,0
741	Revenus du secteur pétrolier	733 000	774 900	5,7
745	Produits financiers a recevoir	18 376	17 376	-5,4
761	Cotisations aux caisses de retraite des fonctionnaires et assimilés relevant des APU	38 000	39 000	2,6
771	Amendes et condamnations pécuniaires	1 415	1 415	0,0
	<b>B - EMPRUNTS ET DONNS</b>	609 000	724 117	18,9
150	Tirages sur les emprunts multilatéraux directs a l'extérieur	101 719	132 800	30,6
151	Tirages sur les emprunts bilatéraux directs a l'extérieur	172 281	213 117	23,7
161	Emissions des bons du trésor supérieurs a deux ans	280 000	320 000	14,3
769	Dons exceptionnels de la coopération internationale	55 000	58 200	5,8
	<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES DE L'ETAT (A+B)</b>	3 312 000	3 746 600	13,1

SOURCE : MINFI/DAE, LOI DE FINANCES 2015

**Tableau 23. 5:** Dépenses budgétaires de l'Etat de 2013 à 2015 (en millions de Fcfa)

Chapitres		2013	2014			2015e (2)	Variation (2)/(1) (en %)
			BF	BIP	Total (1)		
1	Présidence de la République	52 698	41 741	10 500	52 241	55 231	5,7
2	Services rattachés à la	9 601	9 219	1 300	10 519	11 617	10,4
3	Assemblée Nationale	17 871	14 071	4 000	18 071	19 021	5,3
4	Services du Premier Ministre	14 312	10 630	3 800	14 430	15 022	4,1
5	Conseil Economique et Social	1 837	1 137	700	1 837	1 837	0
6	Relations extérieures	28 641	26 355	2 500	28 855	30 605	6,1
7	Administration territoriale et	36 384	30 010	10 500	40 510	45 343	11,9
8	Justice	33 119	42 187	4 072	46 259	47 992	3,7
9	Cour Suprême	4 347	3 910	500	4 410	4 728	7,2
10	Marchés Publics	22 919	19 255	3 500	22 755	23 479	3,2
11	Contrôle Supérieur de l'Etat	4 346	4 057	900	4 957	5 167	4,2
12	Délégation Générale à la	85 411	80 600	6 000	86 600	96 799	11,8
13	Défense	194 079	189 922	8 600	198 522	209 264	5,4
14	Arts et culture	3 738	2 922	1 000	3 922	4 072	3,8
15	Education de base	171 118	153 970	20 610	174 580	188 583	8
16	Sport et éducation physique	19 901	13 541	8 000	21 541	23 786	10,4
17	Communication	10 158	6 468	3 900	10 368	9 544	-7,9
18	Enseignement Supérieur	48 201	32 884	16 368	49 252	51 944	5,5
19	Recherche scientifique et	11 731	6 926	5 334	12 260	13 847	12,9
20	Finances	48 868	41 585	8 250	49 835	48 424	-2,8
21	Commerce	5 541	4 094	1 500	5 594	6 174	10,4
22	Economie, planification et	46 429	9 603	38 199	47 802	40 763	-14,7

		2013	2014		2015e (2)	Variation (2)/(1)	
23	Tourisme et loisirs	9 487	2 979	6 300	9 279	9 704	4,6
25	Enseignements secondaires	220 161	211 837	20 791	232 628	251 478	8,1
26	Jeunesse et éducation civique	8 702	5 373	3 673	9 046	9 868	9,1
28	Environnement, protection de	6 356	2 961	3 500	6 461	7 161	10,8
29	Mines, industrie et	8 841	3 878	5 500	9 378	9 811	4,6
30	Agriculture et développement	95 520	41 056	57 305	98 361	108 692	10,5
31	Elevage, pêches et industries	28 766	13 593	16 330	29 923	31 712	6
32	Eau et Energie	107 794	5 579	103 217	108 796	125 988	15,8
33	Forets et faune	16 511	12 954	4 871	17 825	18 756	5,2
35	Emploi et formation	13 236	3 672	12 805	16 477	19 185	16,4
36	Travaux publics	252 735	65 864	196 728	262 592	320 753	22,1
37	Domaines, cadastre et affaires	19 513	13 723	7 106	20 829	22 586	8,4
38	Habitat et développement	76 904	17 807	62 381	80 188	103 226	28,7
39	Petites et moyennes	9 714	4 788	6 989	11 777	12 360	5
40	Sante publique	162 448	91 370	74 500	165 870	207 066	24,8
41	Travail et sécurité sociale	4 169	3 663	700	4 363	4 632	6,2
42	Affaires sociales	5 624	4 566	1 666	6 232	6 210	-0,4
43	Promotion de la femme et de	4 453	3 841	733	4 574	5 008	9,5
45	Postes et télécommunications	38 684	11 859	27 400	39 259	43 673	11,2
46	Transports	7 749	5 351	2 500	7 851	8 163	4
50	Fonction publique et réforme	12 997	11 160	1 445	12 605	13 456	6,8
51	Elections Cameroon	12 200	9 636	1 500	11 136	10 636	-4,5
52	Commission nationale des	1 120	720	500	1 220	1 220	0
53	Senat		12 200	3 000	15 200	15 200	0
95	Report		2 000	5 000	7 000	7 500	7,1
	<b>Chapitres organismes</b>	<b>1 994 934</b>	<b>1 307 517</b>	<b>786 473</b>	<b>2 093 990</b>	<b>2 327 286</b>	<b>11,1</b>
55	Pensions	152 000			155 000	183 000	18,1
60	Subventions et contributions	345 450			348 200	331 300	-4,9
65	Dépenses communes	198 066			198 483	235 314	18,6
<b>Chapitres</b>		<b>695 516</b>			<b>701 683</b>	<b>749 614</b>	<b>6,8</b>
<b>Total</b>		<b>1 965 000</b>			<b>2 009 200</b>	<b>2 159 900</b>	<b>7,5</b>
56	Dette publique extérieure	92 800			104 400	109 500	4,9
	- principal	58 700			80 900		
	- intérêts	34 100			23 500		
57	Dette publique intérieure	221 200			198 400	327 200	64,9
	- principal	206 400			183 100		
	- intérêts	14 800			15 300		
<b>Total</b>		<b>314 000</b>			<b>302 800</b>	<b>436 700</b>	<b>44,2</b>
92	Participations	45 000			45 000	45 000	0
93	Réhabilitation / restructuration	20 000			25 000	30 000	25
94	Interventions en investissement	166 550			143 527	158 000	10,1
	Dépenses en capital	725 450			786 473	1 150 000	15



		2013	2014		2015e (2)	Variation (2)/(1)
	Dont financement extérieur	281 000			291 000	
<b>Total opérations</b>		<b>957 000</b>			<b>1 000 000</b>	
<b>Total général des dépenses de l'Etat (a+b+c)</b>		<b>3 236 000</b>			<b>3 312 000</b>	<b>13,1</b>

SOURCE : MINFI/DAE, LOI DE FINANCES 2015

**Tableau 23. 6:** Répartition des crédits ouverts par programme en 2013 (en millions de Fcfa)

N° ordre	Programme	AE	CP
	<b>Présidence de la République</b>	<b>52 698</b>	<b>52 698</b>
1	001-Formulation et coordination de l'action présidentielle	18 434	18 434
2	002-Protection présidentielle et intégrité du territoire	8 618	8 618
3	003-Gouvernance et gestion interne de la Présidence de la République	25 646	25 646
	<b>Services rattachés à la Présidence de la République</b>	<b>9 601</b>	<b>9 601</b>
4	016-Formulation et coordination de l'action présidentielle	3 845	3 845
5	018-Gouvernance et gestion interne des services rattachés à la Présidence de la République	5 756	5 756
	<b>Assemblée Nationale</b>	<b>17 871</b>	<b>17 871</b>
6	032-Renforcement du contrôle parlementaire de l'action gouvernementale	5 000	5 000
7	033-Gouvernance et gestion interne de l'Assemblée Nationale	12 871	12 871
	<b>Services du premier ministre</b>	<b>14 562</b>	<b>14 312</b>
8	046-Direction et coordination de l'action gouvernementale	1 498	1 498
9	047-Administration et modernisation des services internes et rattachés aux services du Premier Ministre	13 064	12 814
	<b>Conseil Economique et Social (CES)</b>	<b>1 837</b>	<b>1 837</b>
10	061-Pilotage et développement des missions confiées au CES	884	884
11	062-Renforcement des capacités fonctionnelles du CES	953	953
	<b>MINREXT</b>	<b>28 984</b>	<b>28 641</b>
12	077-Valorisation du potentiel de la coopération bilatérale, des Camerounais de l'étranger et de la diaspora	16 184	16 184
13	078-Dynamisation de la coopération multilatérale et de la coopération décentralisée	1 650	1 650
14	076-gouvernance de l'action diplomatique	11 150	10 807
	<b>MINATD</b>	<b>39 649</b>	<b>36 384</b>
15	092-Modernisation de l'administration du territoire	20 005	18 740
16	094-Renforcement des mesures de protection civile	3 554	3 554
17	095-Administration et gouvernance du MINATD	9 296	9 296
18	093-Approfondissement du processus de décentralisation	6 794	4 794
	<b>MINJUSTICE</b>	<b>41 300</b>	<b>33 119</b>
19	107-Gouvernance et gestion du sous-secteur justice	10 122	9 141
20	108-Consolidation de l'Etat de droit	12 306	11 906
21	110-Appui à la lutte contre la corruption et les atteintes à la fortune publique	11 139	4 339
22	109-Amélioration de la politique pénale et pénitentiaire	7 733	7 733

N° ordre	Programme	AE	CP
	<b>Cour Suprême</b>	<b>4 347</b>	<b>4 347</b>
23	121-Administration et gestion des services de la cour suprême	3 242	3 242
24	122-Contrôle de la transparence financière, de la gestion budgétaire et de la qualité des comptes publics	615	615
25	123-Contribution à la consolidation de l'Etat de droit	490	490
	<b>MINMAP</b>	<b>25 519</b>	<b>22 919</b>
26	715-Passation des marchés publics	6 612	6 612
27	716-Contrôle de l'exécution des marchés publics	4 730	4 730
28	717-Renforcement des moyens d'accompagnement et gouvernance du MINMAP	14 177	11 577
	<b>Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE)</b>	<b>4 346</b>	<b>4 346</b>
29	136-Amélioration du cadre institutionnel, juridique et méthodologique du contrôle administratif en vue de son arrimage aux standards internationaux	403	403
30	137-Renforcement de la lutte contre les atteintes à la fortune publique	1 259	1 259
31	138-Pilotage et renforcement des capacités opérationnelles du MINCONSUPE	2 684	2 684
	<b>DGSN</b>	<b>87 310</b>	<b>85 411</b>
32	151-Consolidation de la sécurité publique	7 631	7 090
33	152-Pilotage et renforcement des moyens d'accompagnement de la DGSN	75 843	74 795
34	154-Renforcement de la surveillance des frontières	1005	891
35	155-Amélioration des méthodes et techniques de recherche du renseignement	2 831	2 635
	<b>MINDEF</b>	<b>197 174</b>	<b>194 079</b>
36	168-Coordination et pilotage de la politique de défense nationale	44 365	44 166
37	166-Renforcement de la défense du territoire	101 158	100 429
38	169-Participation des forces armées à l'action nationale de développement	1 355	1 355
39	170-Participation de la défense nationale à la protection des personnes et des biens	50 296	48 129
	<b>MINAC</b>	<b>4 888</b>	<b>3 738</b>
40	181-Conservation de l'art et de la culture camerounaise	351	341
41	182-Développement des actifs de la propriété littéraire et artistique	1051	567
42	183-Renforcement des moyens d'accompagnement du sous-secteur arts et culture	3 486	2 830
	<b>MINEDUB</b>	<b>171 818</b>	<b>171 118</b>
43	198-Gestion et gouvernance éducative	24 736	24 036
44	196-Universalisation du cycle primaire	100 126	100 126
45	197-Appui au développement du préscolaire	10 837	10 837
46	199-Alphabétisation, éducation non formelle et promotion des langues nationales	36 119	36 119
	<b>MINSEP</b>	<b>19 997</b>	<b>19 901</b>
47	213-Administration et pilotage des programmes du sous-secteur sports et éducation physique	4 568	4 568
48	211-Encadrement du mouvement sportif	9 054	9 054
49	212-Développement des infrastructures sportives	6 375	6 279
	<b>MINCOM</b>	<b>14 315</b>	<b>10 158</b>
50	226-Amélioration de l'offre et de l'accès à l'information	10 676	6 518
51	228-Pilotage et coordination du sous-secteur de la communication	3 639	3 640
	<b>MINESUP</b>	<b>64 233</b>	<b>48 201</b>

N° ordre	Programme	AE	CP
52	244-Amélioration de la gouvernance du système de l'enseignement supérieur et de la gestion des flux	34 440	32 478
53	241-Développement de la composante technologique et professionnelle de l'enseignement supérieur	21 017	12 247
54	242-Modernisation et professionnalisation des établissements facultaires classiques	7 525	2 225
55	243-Structuration, amélioration et valorisation de la recherche et de l'innovation universitaires et de l'internationalisation de l'enseignement supérieur	1 251	1 251
	<b>MINRESI</b>	<b>12 263</b>	<b>11 731</b>
56	256-Recherche et développement agricole	5 860	5 560
57	257-Recherche et développement technologique, géologique et minier	1 891	1 841
58	258-Recherche et développement social	1 601	1 419
59	259-Appui à la politique du sous-secteur recherche et innovation	2 911	2 911
	<b>MINFI</b>	<b>51 211</b>	<b>48 868</b>
60	275-Coordination administrative, modernisation des services et promotion de la gouvernance au MINFI	12 618	11 688
61	271-Optimisation des recettes non pétrolières, amélioration du climat des affaires et protection de l'espace économique national	12 954	12 783
62	272-Gestion de la trésorerie de l'Etat et de la dette, comptabilité publique et financement de l'économie	14 931	13 689
63	274-Modernisation de la gestion budgétaire de l'Etat	10 708	10 708
	<b>MINCOMMERCE</b>	<b>6 171</b>	<b>5 541</b>
64	286-Développement des exportations	680	680
65	287-Régulation du marché intérieur	2 312	1 682
66	288-Management des ressources du MINCOMMERCE	3 179	3 179
	<b>MINEPAT</b>	<b>57 229</b>	<b>46 429</b>
67	301-Administration et gouvernance du MINEPAT	17 265	17 214
68	302-Appui à la relance économique pour l'accélération de la croissance	2 206	2 206
69	304-Renforcement de la planification du développement et intensification des actions d'aménagement du territoire	36 102	25 353
70	305-Renforcement du partenariat au développement et de l'intégration régionale	1 656	1 656
	<b>MINTOUL</b>	<b>19 227</b>	<b>9 487</b>
71	317-Développement de l'offre de tourisme et des loisirs	14 180	5 470
72	318-Promotion du tourisme et des loisirs	956	956
73	319-Renforcement du cadre institutionnel de développement du tourisme et de loisirs	793	623
74	320-Administration et gouvernance du MINTOUL	3 298	2 438
	<b>MINESEC</b>	<b>222 891</b>	<b>220 161</b>
75	334-Gouvernance et partenariat du MINESEC	193 104	190 374
76	333-Développement de l'enseignement secondaire normal	823	823
77	331-Développement de l'enseignement secondaire général	18 505	18 505
78	332-Développement de l'enseignement secondaire technique et professionnel	10 459	10 459
	<b>MINJEC</b>	<b>24 184</b>	<b>8 702</b>
79	346-Education civique et insertion sociale des jeunes	10 165	4 165
80	348-Gouvernance et développement institutionnel du MINJEC	1 824	1 744

N° ordre	Programme	AE	CP
81	347-Promotion économique des jeunes	12 195	2 793
	<b>MINEPDED</b>	<b>6 626</b>	<b>6 356</b>
82	361-Désertification et changements climatiques	2 882	2 882
83	362-Gestion durable de la biodiversité	838	838
84	363-Lutte contre les pollutions et les nuisances et substances chimiques nocives et/ou dangereuses	389	389
85	364-Pilotage et administration du MINEPDED	2 517	2 247
	<b>MINIMIDT</b>	<b>8 841</b>	<b>8 841</b>
86	379-Renforcement des moyens d'accompagnement du MINIMIDT	3 989	3 989
87	376-Valorisation des ressources minières et géologiques	2 262	2 262
88	377-Diversification et amélioration de la compétitivité des filières industrielles	2 220	2 220
89	378-Valorisation des inventions, innovations technologiques et actifs de la propriété industrielle	370	370
	<b>MINADER</b>	<b>101 686</b>	<b>95 520</b>
90	392-Amélioration de la productivité et compétitivité des filières	46 937	46 937
91	393-Modernisation des infrastructures rurales et des facteurs de productions agricoles	16 958	10 792
92	394-Gestion durable des ressources naturelles spécifiques à l'agriculture	1 027	1 027
93	391-Développement institutionnel et renforcement des capacités du MINADER	36 764	36 764
	<b>MINEPIA</b>	<b>29 550</b>	<b>28 766</b>
94	406-Développement des productions et des industries animales	10 177	10 177
95	407-Amélioration de la couverture sanitaire des cheptels et de la lutte contre les zoonoses	4 626	4 626
96	409-Pilotage et amélioration du cadre institutionnel du MINEPIA	9 985	9 201
97	408-Développement des productions halieutiques	4 762	4 762
	<b>MINEE</b>	<b>176 166</b>	<b>107 794</b>
98	424-Renforcement des moyens d'accompagnement des sous-secteurs eau et énergie	4 849	4 729
99	423-Accès à l'eau potable et à l'assainissement liquide	65 832	64 502
100	421-Offre d'énergie	100 294	34 502
101	422-Accès à l'énergie	5 191	4 061
	<b>MINFOF</b>	<b>18 161</b>	<b>16 511</b>
102	961-Aménagement et renouvellement de la ressource forestière	8 739	7 089
103	962-Sécurisation et valorisation des ressources fauniques et des aires protégées	4 122	4 122
104	963-Valorisation des ressources forestières ligneuses et non ligneuses	1 214	1 214
105	960-Pilotage, gestion institutionnelle et gouvernance du sous-secteur forêts et faune	4 086	4 086
	<b>MINEFOP</b>	<b>13 736</b>	<b>13 236</b>
106	452-Promotion de l'emploi décent	2 260	2 219
107	453-Développement de la formation professionnelle	3 622	3 326
108	454-Renforcement de l'efficacité des moyens d'actions du MINEFOP	7 854	7 691
	<b>MINTP</b>	<b>516 219</b>	<b>252 735</b>
109	467-Construction du réseau routier	358 137	135 784
110	468-Maintenance du réseau routier	117 477	82 846

N° ordre	Programme	AE	CP
111	469-Renforcement de l'ingénierie de la construction	1 183	1 183
112	470-Renforcement institutionnel du MINTP	39 422	32 922
	<b>MINDCAF</b>	<b>23 350</b>	<b>19 513</b>
113	481-Modernisation du cadastre	3 057	3 057
114	482-Protection et développement du patrimoine de l'Etat	8 800	8 420
115	483-Constitution des réserves foncières et lotissements domaniaux	7 317	3 860
116	484-Amélioration de la gouvernance et des conditions de travail au MINDCAF	4 176	4 176
	<b>MINHDU</b>	<b>137 501</b>	<b>76 904</b>
117	499-Pilotage et administration de la politique du sous-secteur urbain	12 344	8 973
118	496-Développement de l'habitat	6 224	5 124
119	497-Amélioration de la gouvernance et de l'environnement urbains	19 126	17 293
120	498-Développement des infrastructures de transport urbain	99 807	45 514
	<b>MINPMEESA</b>	<b>9 714</b>	<b>9 714</b>
121	511-Amélioration de la compétitivité des pme	1 207	1 207
122	512-Promotion de l'initiative privée et amélioration du climat des affaires en faveur des pme	4 209	4 209
123	513-Promotion de l'entrepreneuriat collectif et amélioration des performances des TPE et de l'artisanat	1 281	1 281
124	514-Renforcement des capacités du MINPMEESA	3 017	3 017
	<b>MINSANTE</b>	<b>164 747</b>	<b>162 448</b>
125	530-Gouvernance et amélioration des conditions de travail au MINSANTE	76 283	76 283
126	528-Viabilisation du district de santé	33 804	32 065
127	526-Santé de la mère, de l'adolescent et de l'enfant	25 103	25 103
128	527-Lutte contre la maladie et promotion de la santé	29 557	28 997
	<b>MINTSS</b>	<b>4 169</b>	<b>4 169</b>
129	541-Promotion de la sécurité sociale pour le grand nombre	141	141
130	542-Amélioration de la protection du travail	1 033	1 033
131	543-Gouvernance et pilotage du sous-secteur travail et sécurité sociale	2 995	2 995
	<b>MINAS</b>	<b>5 624</b>	<b>5 624</b>
132	560-Gestion et gouvernance sociales	4 134	4 134
133	557-Protection sociale et prévention des déficiences, de l'inadaptation sociale, des risques et fléaux sociaux	549	549
134	559-Solidarité nationale et justice sociale	941	941
	<b>MINPROFF</b>	<b>4 827</b>	<b>4 453</b>
135	572-Développement de la famille	632	632
136	571-Promotion de la femme et du genre	2 278	2 278
137	573-Développement institutionnel et gouvernance du sous-secteur femme et famille	1 917	1 543
	<b>MINPOSTEL</b>	<b>42 640</b>	<b>38 684</b>
138	586-Densification du réseau et amélioration de la couverture nationale postale	5 881	2 426
139	587-Développement et optimisation des réseaux et services des télécommunications et tic	30 880	30 655
140	588-Soutien à la politique du sous-secteur postes et télécommunications	5 879	5 603

N° ordre	Programme	AE	CP
	<b>MINT</b>	<b>9 085</b>	<b>7 749</b>
141	607-Développement et réhabilitation des infrastructures de base	2 387	2 387
142	602-Amélioration du système de sûreté et sécurité des différents modes de transports et amélioration du système de collecte des données météorologiques	3 453	2 537
143	603-Amélioration des conditions, moyens de travail et promotion de la bonne gouvernance au MINT	3 245	2 825
	<b>MINFOPRA</b>	<b>12 997</b>	<b>12 997</b>
144	616-Amélioration de la gestion des ressources humaines de l'Etat	832	832
145	617-Approfondissement de la réforme administrative	274	274
146	618-Administration et pilotage du MINFOPRA	11 891	11 891
	<b>Election's Cameroon</b>	<b>12 200</b>	<b>12 200</b>
147	631-Coordination et pilotage des élections au Cameroun	12 200	12 200
	<b>Comite National des Droits de l'Homme et des Libertés</b>	<b>1 120</b>	<b>1 120</b>
148	646-Coordination et pilotage de la CNDHL	1 120	1 120
	<b>Pensions</b>	<b>152 000</b>	<b>152 000</b>
149	661-Pensions	152 000	152 000
	<b>Dettes publiques extérieures</b>	<b>92 800</b>	<b>92 800</b>
150	667-Remboursement de la dette publique extérieure	92 800	92 800
	<b>Dettes publiques intérieures</b>	<b>221 200</b>	<b>221 200</b>
151	673-Remboursement de la dette publique intérieure	221 200	221 200
	<b>Subventions et contributions</b>	<b>345 450</b>	<b>345 450</b>
152	679-Subventions et contributions	345 450	345 450
	<b>Dépenses communes de fonctionnement</b>	<b>198 066</b>	<b>198 066</b>
153	685-Dépenses communes de fonctionnement	198 066	198 066
	<b>Participations et réhabilitation</b>	<b>45 000</b>	<b>45 000</b>
154	697-Participations dans les entreprises	45 000	45 000
	<b>Réhabilitation et restructuration</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>
155	703-Réhabilitation et restructuration	20 000	20 000
	<b>Dépenses communes d'investissement</b>	<b>166 550</b>	<b>166 550</b>
156	709-Interventions en investissement	166 550	166 550
	<b>Total</b>	<b>3 733 650</b>	<b>3 236 000</b>

Source : MINFI/DGB

**Tableau 23. 7:** Structure des dépenses de l'Etat de 2011 à 2015 (en milliards de FCFA)

Rubriques	2011	2012	2013	2014	2014r (1)	2015 (2)	Variation (2) et (1)	
							%	Absolue
Dépenses de personnel	665,0	735,0	802,5	835,0	835,0	900,0	7,8	65
Achats de biens et services	479,2	559,2	665,0	641,0	641,0	715,6	11,6	74,6
Transferts et subventions	378,8	426,0	497,5	533,2	533,2	544,3	2,1	11,1
Dépenses en capital	677,2	792,2	957,0	1000,0	1085,0	1150,0	6,0	65
Dette Publique	370,8	287,6	314,0	302,8	302,8	436,7	44,2	133,9
<b>TOTAL</b>	<b>2 571</b>	<b>2 800</b>	<b>3 236</b>	<b>3312,0</b>	<b>3397,0</b>	<b>3746,6</b>	10,3	349,6

Source : MINFI/DGB

**Tableau 23. 8:** Budget consolidé de l'Etat pour les exercices 2010 à 2012( en Fcfa)

Budget consolidé		Recettes	Dépenses	Solde
2010	Prévisions (en millions)	2 520 600	2 520 600	
	Réalisations	2 340 351 834 587	2 332 470 662 771	<b>7 881 171 816</b>
	Taux de réal. (%)	92,85	92,54	
2011	Prévisions (en millions)	2 571 000	2 571 000	
	Réalisations	2 531 754 050 964	2 454 250 747 633	<b>299 450 533 199</b>
	Taux de réal. (%)	98,47	95,46	
2012	Prévisions (en millions)	2 800 000	2 800 000	
	Réalisations	2 751 116 362 685	2 724 823 831 702	<b>26 292 530 983</b>
	Taux de réal. (%)	98,25	97,32	

Source : MINFI/DGTCFM, DAE

**Tableau 23. 9:** Ventilation sectorielle des dépenses sur les exercices 2010 à 2012 (en Fcfa)

Libellés	2010			2011			2012		
	Dotations finales	Ordonnancements	taux (%)	Dotations finales	Ordonnancements	taux (%)	Dotations finales	Ordonnancements	taux (%)
Souveraineté	149 806 226 274	138 646 145 853	92,6	132 559 294 886	128 373 647 107	96,8	148 154 190 000	140 889 632 329	95,1
Défense et Sécurité	223 206 239 001	210 991 392 877	94,5	232 910 330 173	226 645 944 960	97,3	260 817 428 000	254 067 799 572	97,4
Administration générale et financière	446 605 864 344	413 873 731 446	92,7	436 958 074 585	431 743 199 583	98,8	529 679 997 000	518 034 796 263	97,8
Education, Formation et Recherche	418 561 870 503	395 928 454 382	94,6	378 926 631 993	373 768 694 870	98,6	469 807 889 000	459 629 756 815	97,8
Communication, Sports et Loisirs	31 741 618 276	30 496 471 529	96,1	28 592 723 522	24 580 254 436	86,0	36 330 343 000	32 321 133 794	89,0
Santé	166 557 802 587	158 974 683 585	95,4	185 128 522 000	166 302 908 309	89,8	162 036 015 000	155 621 782 667	96,0
Affaires Sociales	15 145 510 752	13 392 014 555	88,4	11 972 800 000	11 640 601 936	97,2	13 027 500 000	11 217 857 884	86,1
Infrastructures	324 959 121 003	301 525 670 238	92,8	374 762 515 548	334 304 788 831	89,2	414 555 205 000	405 038 591 880	97,7
Production et Commerce	246 463 080 083	238 690 448 020	96,8	282 339 157 687	255 215 738 825	90,4	340 567 299 000	324 274 216 548	95,2
Dépenses non réparties par fonctions	497 552 667 177	429 951 650 286	86,4	406 849 949 606	401 674 968 775	98,7	425 024 134 000	423 728 263 950	99,7
<b>Totaux</b>	<b>2 520 600 000 000</b>	<b>2 332 470 662 771</b>	<b>92,5</b>	<b>2 571 000 000 000</b>	<b>2 454 250 747 633</b>	<b>95,5</b>	<b>2 800 000 000 000</b>	<b>2 724 823 831 702</b>	<b>97,3</b>

Source : MINFI/DGB



**Tableau 23. 10:** Indicateurs clés

Rubriques	2010	2011	2012	2013r	2014e	2015p
<b>PIB à prix courant (milliards de FCFA)</b>	<b>11700</b>	<b>12546</b>	<b>13515</b>	<b>14607</b>	<b>15949</b>	<b>17167</b>
PIB pétrolier	757	941	1075	1060	1323	1337
PIB non pétrolier	10943	11605	12440	13547	14626	15830
<b>PIB à prix constant</b>	<b>9157</b>	<b>9536</b>	<b>9973</b>	<b>10528</b>	<b>11170</b>	<b>11817</b>
PIB pétrolier	368	342	354	384	479	505
PIB non pétrolier	8788	9194	9620	10144	10691	11312
<b>PIB à prix constant</b>	<b>3,3</b>	<b>4,1</b>	<b>4,6</b>	<b>5,6</b>	<b>6,1</b>	<b>5,8</b>
PIB pétrolier	-12,6	-7,3	3,5	8,5	24,9	5,4
PIB non pétrolier	4,1	4,6	4,6	5,5	5,4	5,8
<b>Prix</b>						
Déflateur du PIB	2,7	3,1	3,1	2,5	3,1	1,8
Déflateur du PIB pétrolier	9,7	34	10,3	-9	-0,1	-4,1
Déflateur du PIB non pétrolier	2,6	1,4	2,5	3,3	2,4	2,3
Prix à la consommation	1,3	2,9	2,4	2,1	3	3
Prix des exportations	26,3	24,3	1,6	-13,3	-8,7	-11,2
<i>dont prix du pétrole camerounais</i>	31,3	27	9,1			
Prix des importations	9,2	2,2	10,3	-1,4	2,7	2
Termes de l'échange	17	22,1	-8,6	-11,9	-11,5	-13,2
<b>Répartition sectorielle</b>						
Secteur Primaire	6	3,1	2,7	3,7	4,3	4,2
Secteur Secondaire	0,5	1,6	4,9	5,7	9,3	6,4
<i>dont pétrole</i>	-12,6	-7,3	3,5	3,5	24,9	5,4
Secteur Tertiaire	4	5,5	5,5	6,1	5,3	6,2
<b>Les composantes de la demande</b>						
Consommation	5	5,3	5,4	5,6	5,9	
<i>Privée</i>	4,6	5,3	5,4	5,5	5,7	
<i>Publique</i>	8,1	4,5	1,6	6,5	7,2	
FBCF	10,7	12,1	1,4	5,2	12,9	
<i>Privée</i>	3,7	6,2	4	5,6	13,6	
<i>Publique</i>	-31	76,6	-4,2	2,5	7,5	
Exportations B&S	7,8	2,2	-1,3	26,0	10,0	
<i>pétrole brut</i>	-12,6	-7,3	5,4	0,4	37,9	
<i>hors pétrole</i>	10,4	1,8	-1,9	4,2	1,1	
Importations B&S	-2,3	3,5	-3	18,3	14,4	
<b>En</b>						
<b>pourcentage du PIB</b>						
<b>Répartition sectorielle</b>						
Secteur Primaire	21,7	21,7	21,4	21,1	19,7	19,4
Secteur Secondaire	27,7	27,3	27,9	27,6	28	27,9
<i>dont pétrole</i>	6,5	7,5	8	7,3	8,3	7,8
Secteur Tertiaire	43,2	43,2	43	43,7	44,7	45,1
Impôts et taxes moins subventions	7,4	7,8	7,6			
<b>Les composantes de la demande</b>						
Consommation	86,6	87,5	88,4	88,7	86,7	86,1
<i>Privée</i>	75	75,9	77	77,2	74,5	74,8

Publique	11,6	11,6	11,5	11,6	12,3	11,3
FBCF	19	20,6	19,2	19,4	19,9	19,9
Privée	16,7	18,2	16,9	17,1	17,3	17,5
Publique	2,2	2,4	2,3	2,3	2,6	2,5
Exportations biens et services	17,3	18,4	18,8	20,7	22,6	22,1
Importations biens et services	23	26,5	26,6	28,9	29,3	28,1
<b>Gouvernement</b>						
Recettes hors dons	15,4	16,9	16,8	17,2	16,1	16,1
pétrolières	4,2	5,1	4,9	4,8	4,4	4,4
non pétrolières	11,1	11,8	11,9	12,4	11,7	11,7
Dépenses	17,2	19,7	18,8	21,9	19,6	19,7
courantes	13,7	14,1	13,3	14,6	12,8	12,8
en capital	3,6	5,5	5,5	7,3	6,8	6,8
Solde budgétaire global	-1,2	-2,2	-1,6	-4,3	-2,9	-3
<b>Secteur extérieur</b>						
Balance commerciale	-0,9	-2,2	-1	-0,7	-1,6	-2
Solde compte courant	-3,4	-2,8	-3,6	-3,8	-3,4	-3,5

SOURCE : MINFI/DAE, LOI DE FINANCES 2015

**Tableau 23. 11:** Projections budgétaires (en milliards) pour les exercices 2015 et 2016 (tab65)

LIBELLES	LF.	2014r	LF. 2015	2016p	2017p	Ecart
	2014					(en %)
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(c)/(b)
<b>A -RECETTES TOTALES (I+II)</b>	<b>3312</b>	<b>3447,7</b>	<b>3746,6</b>	<b>3594,9</b>	<b>3646,3</b>	<b>8,7</b>
<b>I -RECETTES INTERNES</b>	<b>2703</b>	<b>2755,7</b>	<b>2963,4</b>	<b>3124</b>	<b>3185,7</b>	<b>7,5</b>
<b>1-Recettes pétrolières</b>	718	705,7	751,2	739,8	613,2	6,4
- Redevance SNH	546	546	549,9	536,3	443,7	0,7
- Impôts/Stés pétrolières	172	159,7	201,3	203,5	169,5	26,0
<b>* Recettes non pétrolières nettes</b>	<b>1985</b>	<b>2050</b>	<b>2212,2</b>	<b>2384,2</b>	<b>2572,5</b>	<b>7,9</b>
- Impôts et taxes	1240	1299	1403,8	1516,1	1635,8	8,1
- Recettes douanières	638	641	692,7	748,1	807,2	8,1
- Recettes non fiscales	107	110	115,7	120	129,4	5,2
<b>II - AUTRES RECETTES</b>	<b>609</b>	<b>692</b>	<b>783,2</b>	<b>470,9</b>	<b>460,6</b>	<b>13,2</b>
- Prêts projets	274	357	405	405	405	13,4
- Dons	55	55	58,2	65,9	55,6	5,8
- Emission de titres publics	<b>280</b>	<b>280</b>	<b>320</b>	...	...	14,3
(OTA) *Obligations du Trésor	180	180	...	...	...	
* Bons du Trésor (BTA)	100	100	...	...	...	
<b>B - DEPENSES TOTALES (I+II+III)</b>	<b>3312</b>	<b>3397</b>	<b>3746,6</b>	<b>3998,5</b>	<b>4160,2</b>	<b>10,3</b>
<b>I - DEPENSES COURANTES</b>	<b>2009,2</b>	<b>2009,2</b>	<b>2159,9</b>	<b>2193,4</b>	<b>2281</b>	<b>7,5</b>
1- Dépenses de personnel	835	835	900	922,4	953,6	7,8

2- Achats sur biens et services	641	641	715,6	734,8	764,1	11,6
3- Transferts et subventions	533,2	533,2	544,3	536,2	563,3	2,1
Subventions	378,2	378,2	361,3	377,5	393,8	-4,5
dt Sub. SONARA (soutien prix carburant)	220	220	201,3	211,3	221,3	-8,5
Autres subventions	158,2	158,2	160	166,2	172,5	1,1
Pensions	155	155	183	158,7	169,5	18,1
<b>II- DEPENSES EN CAPITAL</b>	<b>1000</b>	<b>1085</b>	<b>1150</b>	<b>1329,9</b>	<b>1425,8</b>	<b>6,0</b>
* Dépenses sur FINEX	291	376	425	441	474,5	13,0
* Dépenses sur ressources internes	639	639	650	818,9	881,3	1,7
* Dépenses de restructurations	70	70	75	70	70	7,1
<b>III- DETTE PUBLIQUE</b>	<b>302,8</b>	<b>302,8</b>	<b>436,7</b>	<b>475,2</b>	<b>453,4</b>	<b>44,2</b>
* Dette extérieure	<b>104,4</b>	<b>104,4</b>	<b>109,5</b>	<b>95,6</b>	<b>92,7</b>	<b>4,9</b>
- Intérêts	23,5	23,5	30,5	27,7	26,3	29,8
- Principal	80,9	80,9	79	67,9	66,4	-2,3
* Dette intérieure	<b>198,4</b>	<b>198,4</b>	<b>327,2</b>	<b>379,6</b>	<b>360,7</b>	<b>64,9</b>
dont : - Intérêts	15,3	15,3	14,6	6,4	7,7	-4,6
- Principal	23,1	23,1	46,6	194,7	168,2	101,7
- Arriérés intérieurs	20,1	20,1	116,1	9,8	8,2	477,6
- Autres arriérés (comptes 42 EPA au Trésor)			100	...	...	...
- Remboursement Crédits TVA	90	90	100	98,7	106,5	11,1
- Remboursement emprunt obligataire	50	50	50	70	70	0,0
<b>Besoin de financement</b>	<b>0</b>	<b>-50,7</b>	<b>0</b>	<b>403,6</b>	<b>513,9</b>	<b>-100,0</b>

SOURCE : MINFI/DAE, LOI DE FINANCES 2015